

Cote du document: EB 2014/LOT/P.5  
Date: 3 juillet 2014  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## Rapport du Président

### Proposition de don à la République de Kiribati pour le Projet en faveur de l'alimentation et de l'eau dans les îles périphériques

#### **Note pour les représentants au Conseil d'administration**

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Chase Palmeri**  
Chargée de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2449  
courriel: ch.palmeri@ifad.org

##### Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Chef du Bureau des organes  
directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>iii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iv</b>
<b>Recommandation pour approbation</b>	<b>1</b>
<b>I. Contexte stratégique et justification</b>	<b>1</b>
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
<b>II. Description du projet</b>	<b>2</b>
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	2
C. Composantes/résultats	2
<b>III. Exécution du projet</b>	<b>3</b>
A. Approche	3
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	4
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	5
<b>IV. Coût, financement et avantages du projet</b>	<b>6</b>
A. Coût du projet	6
B. Financement du projet	6
C. Résumé des avantages et analyse économique	8
D. Durabilité	8
E. Identification et atténuation des risques	9
<b>V. Considérations d'ordre institutionnel</b>	<b>9</b>
A. Respect des politiques du FIDA	9
B. Alignement et harmonisation	9
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	10
D. Participation à l'élaboration des politiques	10
<b>VI. Instruments et pouvoirs juridiques</b>	<b>10</b>
<b>VII. Recommandation</b>	<b>10</b>
 <b>Annexe</b>	
Accord de financement négocié	11
 <b>Appendice</b>	
Logical framework (Cadre logique)	

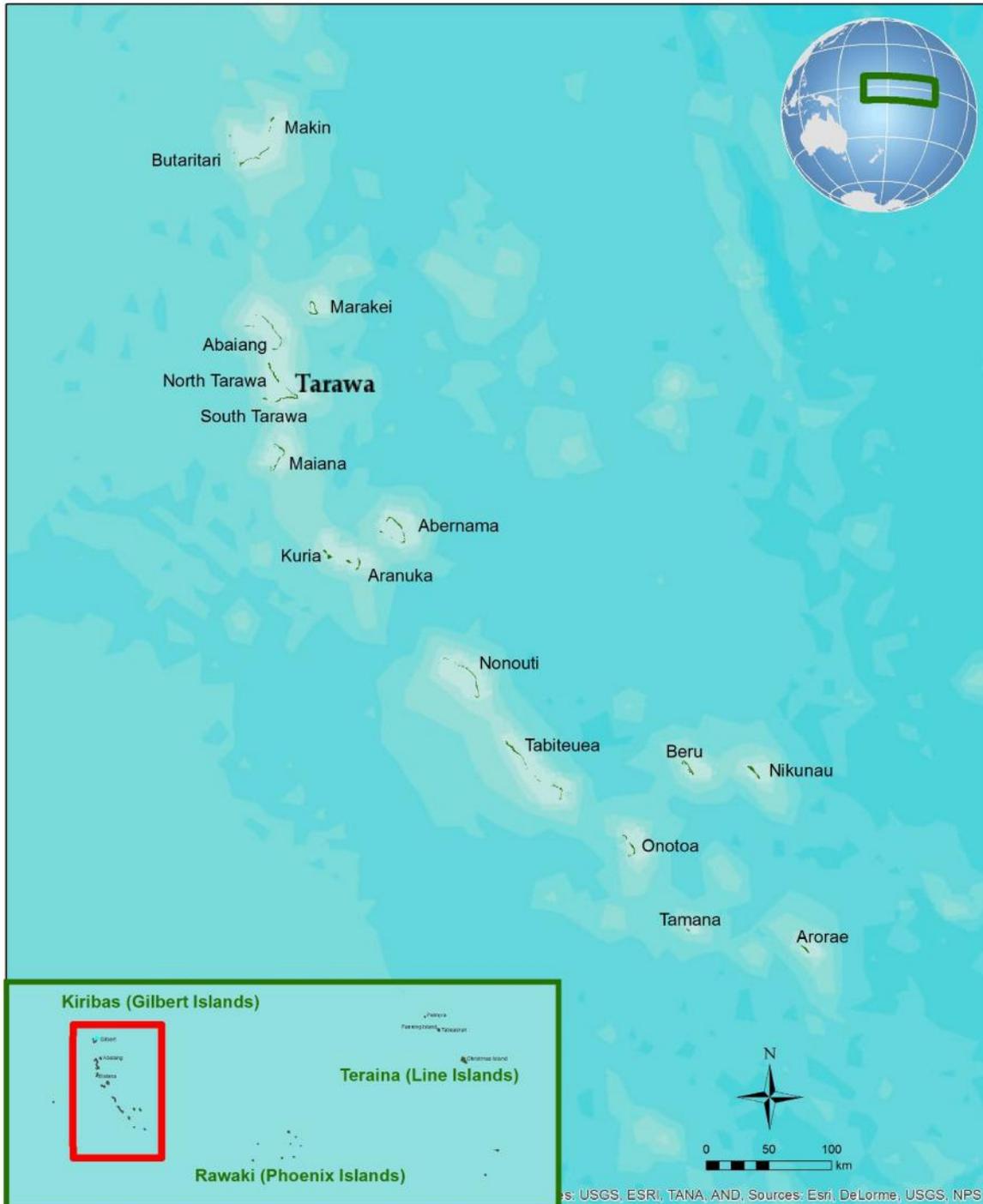
## Sigles et acronymes

CDPP	Comité directeur du partenariat du projet
KIRIWATSAN	Projet eau/assainissement dans les îles périphériques de Kiribati
MELAD	Ministère de l'environnement, des terres et du développement agricole
MFED	Ministère des finances et du développement économique
MORDI	Programme d'intégration des innovations en matière de développement rural dans le Pacifique
MPWU	Ministère des travaux publics et des infrastructures
PTBA	Plan de travail et budget annuel
S&E	Suivi-évaluation
UCP	Unité de coordination du projet

## Carte de la zone du projet

### Kiribati: Kiribas (Gilbert Islands)

Outer Islands Food and Water Project



**Source: FIDA; 18/06/2014**

*Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.*

## République de Kiribati

### Projet en faveur de l'alimentation et de l'eau dans les îles périphériques

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Pays bénéficiaire:</b>	République de Kiribati
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère des finances et du développement économique
<b>Coût total du projet:</b>	7,23 millions d'USD
<b>Montant du don du FIDA:</b>	1,94 million de DTS (équivalant approximativement à 3 millions d'USD)
<b>Cofinanceur(s):</b>	À confirmer
<b>Montant du cofinancement:</b>	Cofinanceur 1: 3,00 millions d'USD Cofinanceur 2: 0,15 million d'USD
<b>Conditions du cofinancement:</b>	Don
<b>Contribution du pays bénéficiaire:</b>	1 million d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## **Recommandation pour approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don à la République de Kiribati pour le Projet en faveur de l'alimentation et de l'eau dans les îles périphériques, telle qu'elle figure au paragraphe 38.

## **Proposition de don à la République de Kiribati pour le Projet en faveur de l'alimentation et de l'eau dans les îles périphériques**

### **I. Contexte stratégique et justification**

#### **A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural**

1. Avec le plus faible revenu par habitant des îles du Pacifique et une population disséminée dans 33 îles, pour la plupart inhabitées et qui couvrent une superficie de 13 millions de kilomètres carrés, Kiribati peut être considérée comme l'État insulaire le plus vulnérable du Pacifique central. La moitié de la population du pays vit sur le principal atoll, Tarawa sud, dont la densité démographique s'est considérablement accrue du fait des récentes migrations en provenance des îles périphériques. Le reste de la population, soit quelque 50 000 ruraux, se trouve dans une situation de détresse croissante du fait du changement climatique, de l'accès limité à l'eau potable et d'une malnutrition liée à des denrées vivrières importées peu fiables et à un régime alimentaire pauvre et déséquilibré.

#### **B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats**

2. Le Plan de développement de Kiribati pour la période 2012-2015, qui préconise un renforcement de l'efficacité de l'aide en appui à la croissance économique, fixe les grands axes de développement suivants: réduction de la pauvreté, santé et environnement. Dans le domaine de l'environnement, l'obtention du résultat 3 – une sécurité et des stratégies alimentaires améliorées – relève du Ministère de l'environnement, des terres et du développement agricole (MELAD). Le présent projet aidera le Gouvernement kiribatien à atteindre ce résultat dans le droit fil de la stratégie adoptée par le MELAD pour le développement de l'agriculture et de l'élevage, qui vise notamment la mise en place de systèmes de production viables sur l'atoll, tant pour l'agriculture que pour l'élevage.
3. Le projet met à profit l'appui déjà fourni par le FIDA à Kiribati dans le cadre de deux programmes de don au titre du guichet régional: un don régional de faible montant en faveur du Centre d'excellence pour les atolls, à savoir une station de recherche du MELAD à Tarawa sud; et un don régional financé par le FIDA en faveur du Programme d'intégration des innovations en matière de développement rural dans le Pacifique (MORDI).
4. Le projet permettra également d'élargir aux îles périphériques les avantages ci-après: i) recherche appliquée conduite par le MELAD, de concert avec le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, grâce au financement et à l'appui technique fournis par le Centre australien de recherche agricole internationale; et ii) formation et assistance technique fournies par la Mission technique de Taiwan pour les jardins potagers. En renforçant l'approvisionnement en eau potable des îles périphériques, le présent projet viendra par ailleurs

compléter le Projet eau/assainissement dans les îles périphériques de Kiribati (KIRIWATSAN), financé par l'Union européenne.

## II. Description du projet

### A. Zone d'intervention et groupe cible

5. Le projet cible les quatre îles périphériques suivantes: Abebama, Beru, Tabiteuea Nord et Nonouti. La zone d'intervention regroupe une population de plus de 11 600 personnes (25% de la population totale des îles périphériques) et 2 200 ménages. Dans un premier temps, les activités seront mises en œuvre dans quelque 43 communautés, choisies sur la base des critères définis dans le manuel d'exécution du projet. Les organismes d'exécution travailleront aux côtés de l'ensemble des communautés, moyennant une approche sans exclusive en termes d'engagement des communautés et des ménages. La priorité sera toutefois accordée aux populations les plus vulnérables, en particulier aux femmes et aux jeunes de 15 à 30 ans, qui représentent respectivement près de la moitié et d'un tiers de la population totale.

### B. Objectif de développement du projet

6. Le projet vise à garantir aux membres des communautés des îles périphériques des moyens de subsistance sains et durables. Son objectif de développement est que les communautés des îles périphériques soient à même de planifier et de mettre en œuvre des investissements leur permettant d'améliorer la nutrition et d'avoir accès à l'eau potable.

### C. Composantes/résultats

7. Le projet s'articule en trois composantes opérationnelles et une composante de gestion et de coordination, à savoir: i) planification et action communautaires; ii) amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages; iii) collecte des eaux de pluie pour un meilleur approvisionnement en eau des ménages; et iv) coordination et gestion du projet.
8. **Composante 1 – planification et action communautaires.** Cette composante permettra de renforcer l'aptitude des communautés à planifier et mettre en œuvre des interventions de développement communautaires, en particulier s'agissant de la production vivrière des ménages et de l'accès à l'eau potable. L'approche générale et la mise en œuvre seront confiées à un prestataire de services comme la Fondation pour les peuples du Pacifique sud (Kiribati). Dans les îles, des facilitateurs et des agents communautaires de terrain seront recrutés et formés à des démarches participatives de planification et d'action. Ils formeront à leur tour les communautés afin qu'elles soient à même d'analyser les obstacles et les opportunités et d'identifier les solutions appropriées, de fixer les priorités et de prendre les mesures nécessaires. Les activités seront mises en œuvre en coordination avec le personnel du MELAD et du Ministère des travaux publics et des infrastructures (MPWU), responsables respectivement de l'exécution des composantes 2 et 3.
9. **Composante 2 – amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages.** Cette composante visera à promouvoir les activités susceptibles d'accroître la production des ménages – fruits, légumes, volaille, culture de racines et arboriculture – et d'améliorer leur régime alimentaire grâce à un apport calorique et nutritif majeur provenant des cultures vivrières locales. Les activités principales seront les suivantes: i) formation à la gestion améliorée des sols et de l'eau afin de faire face à l'impact du changement climatique, et à une meilleure utilisation, grâce à l'approche des fermes-écoles, du matériel végétal destiné aux jardins potagers. De l'équipement (outils et matériel de jardinage) sera fourni afin d'améliorer la collecte et l'utilisation des eaux grises pour les jardins; ii) formation des ménages aux pratiques de l'aviculture et appui à la modernisation et à l'amélioration des systèmes de production avicole existants; iii) formation et appui pour améliorer les systèmes de culture de racines et l'arboriculture; iv) recherche sur les cultures vivrières; et

v) éducation nutritionnelle par le biais de l'élaboration de supports d'éducation et de préparation des aliments, formation à la préparation et à la conservation des denrées alimentaires, et marketing social via des émissions de radio et un théâtre local itinérant. Des crèches seront ouvertes dans les écoles secondaires, et des activités de formation à la cuisine et la conservation des aliments y seront également organisées. L'exécution de cette composante sera confiée au Département de l'agriculture et des terres du MELAD. Les activités de terrain seront mises en œuvre par les auxiliaires agricoles du MELAD, avec l'aide des agents communautaires.

10. **Composante 3 – collecte des eaux de pluie pour un meilleur approvisionnement en eau des ménages.** Dans le cadre de cette composante, on financera la construction de quelque 278 structures de collecte des eaux de pluie, chacune assortie d'un accord consensuel des usagers de l'eau pour la construction et l'entretien des infrastructures, l'utilisation des terres ainsi occupées, et la distribution de l'eau entre usagers. Des techniciens communautaires bénévoles seront formés à l'entretien courant et aux travaux de réparation. L'exécution de cette composante sera confiée au MPWU, avec l'aide des techniciens de l'eau des îles. Un gestionnaire sera recruté afin de suivre le processus de passation des marchés pour l'installation des structures, de superviser les travaux réalisés par une entreprise privée et de veiller à ce que la construction de ces structures soit conforme aux normes établies par le MPWU et soit réalisée en collaboration avec le KIRIWATSAN et la deuxième phase du Projet d'adaptation mis en œuvre à Kiribati par la Banque mondiale.
11. **Composante 4 – coordination et gestion du projet.** Une unité de coordination du projet (UCP), dirigée par un haut fonctionnaire du MELAD, sera établie au siège de ce ministère. L'UCP aura les responsabilités suivantes: i) mise en place du comité directeur du partenariat du projet (CDPP) et définition de son mandat; ii) conclusion d'accords écrits avec le Ministère des finances et du développement économique (MFED) pour la prestation de services en matière d'achats et de gestion financière par l'intermédiaire de l'Unité des services fiduciaires de Kiribati; iii) regroupement du plan de travail et budget annuel (PTBA) pour l'ensemble du projet; iv) présentation des PTBA au CDPP, pour examen et approbation; v) suivi-évaluation (S&E) des résultats physiques et de l'impact; vi) communication et gestion des informations et des savoirs entre les organismes d'exécution et vis-à-vis de toutes les parties prenantes; et vii) exécution des fonctions de secrétariat du CDPP.
12. Les coûts relatifs à la gestion et à la coordination du projet couvriront les salaires du coordonnateur de projet ainsi que ceux des responsables de la gestion financière, de la passation des marchés, du S&E, et de la gestion des savoirs et de la communication. Les coûts engloberont aussi les études sur l'enquête de référence, la diversité du régime alimentaire et l'impact, les frais de déplacement vers les îles périphériques dans le cadre des activités de S&E et de supervision, le matériel de bureau, et quatre mois d'assistance technique externe pour le coordonnateur de projet, principalement lors de la phase de démarrage.

### **III. Exécution du projet**

#### **A. Approche**

13. L'approche adoptée dans le cadre de ce projet sera celle d'un développement impulsé par les communautés. Ainsi, ces dernières seront mises à même de définir, de planifier et d'exécuter collectivement les activités susceptibles d'améliorer leurs conditions de vie; de plus, on les aidera à s'organiser pour qu'elles puissent se charger du fonctionnement et de l'entretien des structures de collecte des eaux de pluie. Le projet mettra à profit et reproduira les éléments performants de l'approche de développement communautaire adoptée dans le cadre du MORDI. La mise en œuvre du projet reposera sur une stratégie de ciblage sans exclusive – ménages et communauté tout entière –, l'accent étant toutefois mis sur les problèmes

spécifiques des femmes et des jeunes. Grâce à l'introduction de méthodologies axées sur les ménages ayant fait leurs preuves dans un certain nombre de pays africains, les membres du ménage pourront analyser la disponibilité de ressources, leur utilisation, les possibilités et les obstacles afin de déterminer, ensemble, comment ils peuvent mettre à profit les activités financées dans le cadre du projet. Enfin, une formation technique sera assurée par le biais des fermes-écoles, en commençant par des discussions sur des questions de nutrition et sur la manière dont les jardins potagers peuvent aider les femmes à satisfaire les besoins nutritionnels de la famille.

## **B. Cadre organisationnel**

14. L'UCP sera basée dans les locaux du MELAD, organisme chef de file pour l'exécution du projet. Un CDPP, présidé par le Secrétaire du MELAD, sera composé de représentants des organismes ci-après: MFED; Bureau de Te Beretienti; MPWU; Ministère de l'intérieur; Ministère des femmes, de la jeunesse et des sports; Ministère de la santé et des services médicaux; Ministère de l'éducation; Ministère des affaires étrangères et de l'immigration; Ministère du commerce, de l'industrie et des coopératives; Bureau du Procureur général; et Fondation pour les peuples du Pacifique sud (Kiribati) ou un autre prestataire de services. Le CDPP sera chargé de superviser l'ensemble des activités du projet; d'examiner et d'approuver les PTBA et le manuel d'exécution du projet; de promouvoir la coordination entre les partenaires d'exécution internationaux, régionaux, nationaux et locaux; de recenser les questions liées à l'élaboration des politiques; et de garantir la transparence et le respect de l'obligation de rendre compte dans la gestion du projet.
15. Chaque composante sera mise en œuvre sous la responsabilité d'un organisme d'exécution: la Fondation pour les peuples du Pacifique sud (Kiribati) ou un autre prestataire de services sélectionné pour la composante 1; le Département de l'agriculture et des terres du MELAD pour la composante 2; et le MPWU pour la composante 3. De plus, chaque composante disposera d'un responsable et d'effectifs affectés au niveau de l'île, à savoir des facilitateurs et des agents communautaires de terrain (composante 1), des auxiliaires agricoles (composante 2) et des techniciens de l'eau (composante 3). Pour la première composante, le prestataire de services retenu devra avoir l'expérience du développement participatif et posséder les capacités organisationnelles et logistiques nécessaires pour travailler dans les îles périphériques à l'échelle requise par le projet. Pour la troisième composante, la construction des structures hydriques sera confiée à une entreprise privée qui sera sélectionnée par voie d'appel à la concurrence. Les activités du projet seront mises en œuvre de concert avec les conseils des îles, de manière à garantir le maximum de complémentarité avec les autres interventions du gouvernement ou de donateurs.

## **C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs**

16. Pour chaque composante, les PTBA seront préparés par l'organisme d'exécution, sur la base du document de conception du projet, des rapports de S&E et des enseignements tirés de la mise en œuvre. Une fois regroupés par l'UCP, les plans seront soumis au CDPP et au FIDA pour approbation. Un chargé de S&E, basé à l'UCP, recueillera des informations actualisées sur les progrès physiques accomplis par rapport aux activités envisagées dans les PTBA, en collaboration avec les partenaires d'exécution. Il/elle sera également en relation avec l'Unité des services fiduciaires de Kiribati pour tout ce qui concerne les informations sur la situation financière. Le chargé de S&E préparera des rapports de situation semestriels et annuels sur la base des informations recueillies.
17. Le projet est conçu de manière à favoriser l'apprentissage et le partage des savoirs au sein des communautés concernées, entre les responsables du projet ainsi qu'auprès des parties prenantes au sens large – gouvernement, société civile et

prestataires de l'aide au développement à Kiribati. Le responsable de la gestion des savoirs et de la communication choisira chaque année entre un et trois thèmes à documenter et définira un processus de partage des savoirs ainsi obtenus avec les parties prenantes à Tarawa. Lorsqu'il s'agira de prendre des décisions et d'organiser des consultations sur les thèmes en question, le projet passera autant que possible par les voies gouvernementales comme le Parlement ou le Groupe national d'experts de Kiribati. Un site web collaboratif sera créé auprès du portail Asie et Pacifique du FIDA afin de documenter et de partager en ligne les enseignements et les savoirs tirés de la mise en œuvre du projet.

#### **D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**

18. Afin de réduire les risques fiduciaires et de mettre en place un mécanisme efficace de contrôle interne, toutes les activités relatives à la gestion financière et à la passation des marchés seront centralisées auprès de l'Unité des services fiduciaires de Kiribati, au sein du MFED. Cette pratique est également adoptée dans le cadre d'autres projets financés dans le pays par la Banque mondiale et le Fonds pour l'environnement mondial.
19. **Tenue et présentation des comptes.** Tous les comptes et les livres comptables seront tenus sur la base d'une comptabilité de caisse et conformément au système utilisé par l'Unité des services fiduciaires de Kiribati (le logiciel en place est QuickBooks). Ce système est compatible avec les exigences du FIDA en matière de transmission de l'information financière. QuickBooks permettra de générer les rapports financiers du projet et d'en suivre l'état d'avancement.
20. **Flux de fonds.** Le FIDA allouera au gouvernement les fonds sous la forme d'un don, aux modalités et conditions figurant dans l'accord de financement (voir annexe). Le Comptable général ouvrira à cet effet, au nom du bénéficiaire, un compte libellé en dollars australiens (AUD) géré par le MFED, auprès d'une banque agréée par le Fonds. Le MELAD veillera à ce que les fonds du projet soient affectés à l'Unité des services fiduciaires de Kiribati afin de financer les coûts relatifs aux responsables de la gestion financière et de la passation des marchés.
21. **Audit.** Chaque année, les états financiers du projet feront l'objet d'un audit conduit par le Bureau national d'audit de Kiribati, dont le mandat légal est de vérifier l'utilisation des ressources financières publiques de toutes les agences gouvernementales, et d'en faire état. Les rapports d'audit seront présentés au FIDA dans un délai de six mois à compter de la fin de chaque exercice budgétaire. À la demande du FIDA, le projet pourra faire appel à un cabinet international pour effectuer des audits externes additionnels. Par ailleurs, le gouvernement présentera au Fonds, durant le mois suivant la fin de chaque trimestre, des rapports financiers non vérifiés préparés par l'Unité des services fiduciaires de Kiribati.
22. **Passation des marchés.** La passation des marchés de travaux, biens et services relèvera de l'Unité des services fiduciaires de Kiribati, conformément aux directives de la Banque mondiale en la matière, sauf lorsque la passation des marchés doit se faire par voie d'appel d'offres national, auquel cas ce seront les procédures du gouvernement qui s'appliqueront.

#### **E. Supervision**

23. Le FIDA supervisera directement le projet. Chaque année, une mission de supervision et au moins une mission d'appui à l'exécution seront organisées. Les missions de supervision coïncideront dans la mesure du possible avec la préparation des PTBA. Un plan de supervision portant sur les trois premières années, jusqu'à l'examen à mi-parcours, sera établi au démarrage du projet.

## **IV. Coût, financement et avantages du projet**

### **A. Coût du projet**

24. L'investissement total du projet, y compris les imprévus techniques et les hausses de prix, est estimé à 7,23 millions d'USD (7,6 millions d'AUD). Les imprévus techniques et les hausses de prix représentent 9% du coût total du projet. La composante en devises représente 18% du total. Les coûts de la composante 1 s'élèvent à 0,75 million d'USD, ceux de la composante 2 à 4,30 millions d'USD, ceux de la composante 3 à 1,61 million d'USD et ceux de la composante 4 à 0,57 million d'USD.
25. Les coûts supplémentaires du projet, sous la forme de temps en personnel du MELAD et du MPWU, font partie de la contribution du gouvernement.

### **B. Financement du projet**

26. Le FIDA financera 41,5% du coût total du projet grâce à un don d'environ 3 millions d'USD. Le gouvernement octroiera une contribution en nature sous forme de personnel et d'exonération fiscale, pour une valeur totale estimée à 1 million d'USD (15% du coût total du projet). On trouvera au tableau 1 ci-après le plan de financement par composante. Il est prévu que le cofinancier 1 accordera un financement parallèle d'environ 3 millions d'USD afin de couvrir les coûts liés à l'assistance technique, y compris l'hébergement et certaines dépenses relatives au matériel et à l'équipement au titre de la sous-composante 2.1 (appui à la production), tandis que le cofinancier 2 financerait le matériel, l'équipement et l'assistance technique pour des activités relatives à la sous-composante 2.3 (recherche et innovation), pour une valeur totale de 150 000 USD. Ces partenaires de cofinancement ont été identifiés par le gouvernement, de concert avec le FIDA, et des accords garantissant cet appui devraient être en cours à la mi-2014.

Tableau 1  
**Coût estimé par composante et par financeur**  
(en USD)

	FIDA	Cofinanceur 1	Cofinanceur 2	Gouvernement	Total				
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Pourcentage	Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
1. Planification et action communautaires	724 464	-	-	24 504	748 968	10,4	104 265	620 198	24 504
2. Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages									
Gestion des composantes	149 221	-	-	8 234	157 455	2,2	-	157 455	-
Appui à la production	61 133	3 007 842	23 230	740 409	3 832 615	53,0	282 874	3 410 144	139 597
Éducation nutritionnelle	164 281	-	-	10 680	174 961	2,4	8 039	156 241	10 680
Recherche et innovation	-	-	125 163	6 380	131 543	1,8	111 632	13 532	6 380
<b>Sous-total</b>	<b>374 634</b>	<b>3 007 842</b>	<b>148 394</b>	<b>765 703</b>	<b>4 296 573</b>	<b>59,5</b>	<b>402 545</b>	<b>3 737 372</b>	<b>156 657</b>
3. Collecte des eaux de pluie pour un meilleur approvisionnement en eau des ménages	1 352 538	-	-	258 759	1 611 297	22,3	685 580	755 540	170 177
4. Coordination et gestion du projet.	548 196	-	-	22 062	570 258	7,9	144 606	403 590	22 062
<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	<b>2 999 831</b>	<b>3 007 842</b>	<b>148 394</b>	<b>1 071 029</b>	<b>7 227 096</b>	<b>100,0</b>	<b>1 336 996</b>	<b>5 516 699</b>	<b>373 401</b>

Tableau 2  
**Coût estimatif par catégorie**  
(en DTS et en USD)

Catégorie	Montant du don alloué (en DTS arrondis)	Montant du don alloué (en USD)
Biens, services et intrants	160 000	249 778
Travaux	650 000	1 004 676
Consultants	70 000	101 641
Formation	100 000	151 483
Salaires et indemnités	680 000	1 062 820
Dépenses de fonctionnement	80 000	129 451
Non alloué	200 000	299 982
<b>Total</b>	<b>1 940 000</b>	<b>2 999 831</b>

### C. Résumé des avantages et analyse économique

27. Les principaux avantages concrets dériveront de ce qui suit: i) accroissement des disponibilités alimentaires grâce à la création de jardins potagers et à l'aviculture ainsi qu'à la constitution de réserves alimentaires stratégiques; ii) réduction de la dépendance des ménages et des dépenses globales sur les denrées vivrières importées; iii) possibilités de génération de revenus pour les ménages pauvres grâce à la vente des éventuels excédents de production; et iv) baisse de l'incidence des maladies d'origine hydrique du fait de l'amélioration de l'accès à l'eau potable. Par ailleurs, le projet ouvrira certaines possibilités d'emploi et devrait réduire les dépenses médicales à la charge du gouvernement. On estime à 19% le taux interne de rentabilité de base.
28. Les ressources provenant de la vente de l'excédent de production pour les produits maraîchers, l'arboriculture et les activités avicoles (principalement les œufs) généreront chaque année quelque 1 241 AUD de revenus supplémentaires par famille. Au total, le nombre de jours de travail par an devrait presque doubler, passant ainsi de 310 à 591. Le ménage produira jusqu'à 65% des denrées consommées par la famille, aura un régime alimentaire plus équilibré et pourra réduire d'environ 25% sa dépendance à l'égard du riz, de la farine et du sucre. Les dépenses relatives aux produits vivriers d'importation diminueront pour ne représenter que 22% des revenus en espèces. Une famille typique de six personnes pourra économiser jusqu'à 41 jours de collecte de l'eau et 36 jours de maladies d'origine hydrique, soit au total 77 jours par an susceptibles d'être consacrés à des activités productives ou génératrices de revenus. Le bénéfice économique annuel net est d'environ 1 088 AUD par système hydrique.

### D. Durabilité

29. Le renforcement des capacités, qui constituera la clé de voûte des investissements et des activités du projet, devrait permettre de maintenir les avantages générés par le projet. Grâce à celui-ci, il sera possible de renforcer les capacités à tous les niveaux (ménage, communauté et personnel gouvernemental). Après le retrait du projet, la durabilité sera garantie dans la mesure où les capacités des ménages en termes de maraîchage et d'aviculture auront été renforcées; où les ménages et les communautés auront appris à faire fonctionner et à entretenir les infrastructures de collecte des eaux de pluie; où les communautés sauront classer par ordre de priorité les plans de développement et les mettre en œuvre; et où le personnel des institutions locales et nationales sera à même de fournir de meilleurs services aux communautés.

## **E. Identification et atténuation des risques**

30. Les principaux risques susceptibles d'entraver la mise en œuvre du projet et la réalisation des objectifs fixés sont liés aux facteurs ci-après: i) les difficultés d'ordre logistique dans le pays; ii) un environnement difficile d'atolls; iii) le nombre limité de personnel formé et le manque d'expérience de la gestion de projet, notamment la passation des marchés et la gestion financière; iv) l'absence de sens civique ou de respect du bien public; et v) un environnement culturel tendant à la discrimination, en fonction du sexe et de l'âge, et privilégiant ainsi les opinions et les préférences des hommes et des plus âgés. Les mesures d'atténuation suivantes sont envisagées: i) établissement d'objectifs réalistes et de dispositifs institutionnels prévoyant la présence de personnel dans les îles périphériques; ii) expansion de la recherche agricole sur les atolls, des travaux sur les cultures autochtones et de la capacité de stockage des eaux de pluie; iii) affectation, à chaque organisme d'exécution, d'une responsabilité dans son propre domaine de compétence, et délégation de la passation des marchés et de la gestion financière à l'Unité des services fiduciaires de Kiribati auprès du MFED; iv) création de groupements d'usagers de l'eau et formation de ceux-ci au fonctionnement et à l'entretien de leurs propres infrastructures; et v) collaboration avec une ONG locale sensible aux préoccupations de nature culturelle et définition de stratégies solides en matière de parité hommes-femmes et de ciblage, dont la mise en œuvre sera confiée à un responsable des questions liées à l'égalité des sexes et à la jeunesse. Vu qu'il s'agit du premier projet du FIDA dans le pays, le principal risque fiduciaire est lié au fait que le bénéficiaire est peu au fait des procédures du FIDA. Ce risque sera atténué grâce à la centralisation des aspects de gestion financière auprès de l'Unité des services fiduciaires de Kiribati, l'unité gouvernementale spécialisée dans la gestion de l'aide publique au développement.

## **V. Considérations d'ordre institutionnel**

### **A. Respect des politiques du FIDA**

31. Le projet, dont le principal objectif est de permettre aux populations rurales pauvres d'améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition, d'augmenter leurs revenus et de renforcer leur résilience, a été conçu dans le droit fil du Cadre stratégique du FIDA 2011-2015. De plus, il est conforme aux politiques du FIDA concernant le ciblage, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, ainsi que l'environnement.

### **B. Alignement et harmonisation**

32. Le présent projet est en harmonie avec le Plan de développement de Kiribati 2012-2015, qui préconise le renforcement de l'efficacité de l'aide en appui à la croissance économique et fixe comme priorités de développement la réduction de la pauvreté, la santé et l'environnement. Le projet apportera son concours dans tous ces domaines, et en particulier au résultat 3 en matière d'environnement qui vise, sous l'égide du MELAD, l'amélioration de la sécurité et des stratégies alimentaires. De plus, les activités du projet sont conformes à la stratégie dudit ministère concernant le développement de l'agriculture et de l'élevage, stratégie visant notamment à mettre en place des systèmes de production agricole et animale durables dans les atolls. La mise en œuvre de la première composante sera confiée à un prestataire local de services; quant aux composantes 2 et 3, elles seront exécutées par des institutions gouvernementales (MELAD et MPWU) et leur personnel au niveau des îles, de manière à pouvoir utiliser leurs structures et renforcer leurs capacités institutionnelles. Des dispositifs visant à garantir la pleine coordination avec des projets en cours en matière d'infrastructures hydriques ont été mis en place pour l'exécution de la troisième composante (KIRIWATSAN, mis en œuvre par l'Union européenne, et deuxième phase du Projet d'adaptation mis en œuvre à Kiribati par la Banque mondiale).

### **C. Innovations et reproduction à plus grande échelle**

33. Vu qu'il s'agit du premier projet du FIDA de cette ampleur réalisé à Kiribati, son importance sera cruciale en termes d'apprentissage des meilleures pratiques et d'innovations réussies susceptibles d'être reproduites à plus grande échelle dans le cadre de programmes futurs dans le pays ou dans le cas où il serait élargi à d'autres îles périphériques, comme cela est prévu. L'approche de développement communautaire mise en œuvre dans le cadre du don MORDI est reproduite dans le cadre du présent projet, sur la base des ajustements et des enseignements tirés de ce programme. De plus, les résultats des travaux de recherche appliquée conduits par le MELAD avec l'appui du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique et du Centre australien de recherche agricole internationale, et la formation et l'assistance technique pour les jardins potagers offertes par la Mission technique de Taiwan à Tarawa sud, seront également reproduits à plus grande échelle dans les îles périphériques par le biais du présent projet. Les activités appuyées dans le cadre de la troisième composante viendront également compléter et élargir la couverture du KIRIWATSAN en améliorant l'approvisionnement des îles périphériques en eau potable.

### **D. Participation à l'élaboration des politiques**

34. Comme il est mentionné ci-dessus, le projet transmettra aussi les savoirs tirés de l'exécution aux structures gouvernementales existantes, comme le Parlement et le Groupe national d'experts de Kiribati, afin d'aider à jeter les bases des politiques gouvernementales. Les enseignements les plus précieux que le projet devrait générer auront trait aux questions ci-après: i) gouvernance locale et rapports entre les communautés et les conseils des îles; ii) rôle du secteur public en termes de renforcement des capacités des ménages des îles périphériques; et iii) financement public et choix technologiques s'agissant des cultures vivrières et de l'eau potable.

## **VI. Instruments et pouvoirs juridiques**

35. Un accord de financement entre la République de Kiribati et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti au pays bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe au présent rapport.
36. La République de Kiribati est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
37. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## **VII. Recommandation**

38. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de Kiribati un don d'un montant équivalant à un million neuf cent quarante mille droits de tirage spéciaux (1 940 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## **Negotiated financing agreement: "Outer Islands Food and Water Project (OIFWP)"**

(Negotiations concluded on 2 April 2014)

Grant Number: \_\_\_\_\_

Project Title: Outer Islands Food and Water Project (the "Project")

Republic of Kiribati (the "Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

### **Preamble**

WHEREAS, the Recipient has requested a grant from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS, co-financiers intend to assist in the financing of Component 2 (Improved Household Food and Nutrition) of the Project on terms and conditions to be set forth in an agreement between the Recipient and the co-financiers;

WHEREAS on the basis of the above and other considerations, the Fund has agreed to extend a grant to the Recipient on the terms and conditions set forth in this Agreement.

### **Section A**

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Grant to the Recipient (the "Financing"), which the Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

### **Section B**

4. The amount of the Grant is of one million nine hundred and forty thousand Special Drawing Rights (SDR 1 940 000).

5. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.

6. There shall be a Designated Account, opened in the name of the Recipient, in a bank acceptable to the Fund, for receiving and holding the Grant proceeds in Australian dollar (AUD). The Designated Account shall be protected against set-off, seizure or attachment on terms and conditions proposed by the Recipient and accepted by IFAD.

7. The Recipient shall provide approximately AUD 1.12 million in counterpart financing for the Project in the form of staff salaries for approximately AUD 740 000 and tax exemptions for approximately AUD 380 000.

8. Procurement of goods, works and consulting services financed by the Financing shall be carried out by the Kiribati Fiduciary Services Unit (KFSU) in accordance with the provisions of the World Bank's procurement procedures, with the exception of National Bidding and recruitment of Project staff which shall be carried out in accordance with national procurement procedures mutually acceptable to the Fund and the Recipient.

### **Section C**

9. The Lead Project Implementing Agency shall be the Ministry of Environment, Lands and Agricultural Development (MELAD). The Ministry of Finance and Economic Development (MFED) shall be the Executing Agency responsible for the overall financial and coordination oversight of the Project.

10. The Project Completion Date shall be the fourth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

### **Section D**

11. The Grant shall be administered and the Project supervised by IFAD.

### **Section E**

12. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:

- (a) the Project Implementation Manual (PIM), or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund and/or the Recipient, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project; and
- (b) the contract with the Foundation for the People of the South Pacific Kiribati (FSPK) or similar service provider retained for the implementation of Component 1 or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

13. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) the Project Coordination Unit (PCU), shall have been duly established in accordance with Schedule 1, Section II and the Coordinator and key Project staff shall have been appointed;
- (b) the Designated Account shall have been duly opened and the authorized signatories shall have been submitted to the Fund; and

(c) a draft PIM shall have been prepared and is acceptable to the Fund.

14. The following are designated as additional specific conditions precedent to withdrawal:

- (a) no disbursement shall be made in respect of expenditures under Category II (Works) until a draft Water User Agreement referred to in Schedule 1, Section B, paragraph 3.4, has been sent to the Fund and the Fund has provided its no-objection;
- (b) no disbursement shall be made in respect of expenditures for the implementation of activities under Component 1 (Community Planning and Action) until the contract referred to in Schedule 1, Section B, paragraph 1 has been submitted to the Fund for its no-objection; and
- (c) no disbursement shall be made in respect of expenditures for the implementation of activities under Component 3 (Rainwater Harvesting for Increased Household Water Supplies) until the Memorandum of Understanding (MoU) referred to in Schedule 1, Section B, paragraph 3 has been submitted to the Fund for its no-objection.

15. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Recipient:

Republic of Kiribati  
 Ministry of Finance and Economic Development  
 P.O. Box 67, Bairiki  
 Tarawa, Kiribati

For the Fund:

President  
 International Fund for Agricultural Development  
 Via Paolo di Dono, 44  
 00142 Rome, Italy

This Agreement, dated [        ], has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Recipient.

REPUBLIC OF KIRIBATI

\_\_\_\_\_  
 Authorized Representative  
 [Title]

INTERNATIONAL FUND FOR  
 AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
 Kanayo F. Nwanze  
 President

## Schedule 1

### *Project Description and Implementation Arrangements*

#### I. Project Description

1. **Target Population.** The Project will affect about 25% of the total outer island population of the territory of the Recipient and will be implemented, on four islands (Abemama, Beru, North Tabiteuea and Nonouti). The Project will initially be implemented in approximately forty-three (43) communities of the four islands selected on the basis of criteria agreed by the Fund and the Recipient and defined in the PIM (the "Project Area").
2. **Goal.** The Project goal is to enable people living in outer island communities to have healthy sustainable livelihoods.
3. **Objective.** The objective of the Project is to enable outer island communities to successfully plan and implement investments that result in better nutrition and access to clean water.
4. **Components.** The Project shall consist of the following four components:

#### **Component 1 - Community Planning and Action**

The objective of this component is to build the capacity of communities and households to plan and implement their plans to improve household food production and access to clean water. This component, which shall be achieved using a participatory approach, will finance the training of communities by Island and Community Field Officers to build their capacity to analyse constraints and opportunities so as to be able to identify solutions, rank priorities and take appropriate actions. These will respond to the environmental challenges they face and be linked to project-funded activities to implement their plans.

#### **Component 2 - Improved Household Food and Nutrition**

The objective of this component is to increase household production of food and improve the nutrition from local food crops. This component shall be achieved through:

- (i) training, including using the farmers' field school approach, in the improved management of soils and water and in the use of improved planting materials;
- (ii) the improvement of the collection and use of grey water for gardens;
- (iii) the financing of research on food crops; and
- (iv) the financing of educational and food preparation materials, training, preservation and social marketing.

The following activities shall be undertaken under this component:

#### **Home Gardens**

Technical assistance such as training on soil improvement, grey water channelling and storage and the use of better planting materials shall be provided to home gardeners. The activity shall be solely targeted at community women. The Project shall finance the supply of seedlings and planting materials for the start-up of viable commercial nurseries. The Project will finance gardening equipment such as composting sheds, shredding or chipping equipment, irrigation systems, propagation houses, shade houses, other gardening tools and equipment and labour costs. The eligibility criteria to access activities and equipment for the home gardens related activities shall be defined in the PIM.

*Household Poultry*

The Project shall invest in household poultry and provide training and support to upgrading and improving existing household poultry production systems. The eligibility criteria to access Project support for the household poultry-related activities shall be defined in the PIM.

*Root and Tree Crops*

The Project shall finance village farmers for the upgrade and improvement of existing production systems of root crops and tree crops through: (i) training; (ii) planting materials for root crops; (iii) rehabilitation of taro pits; and (iv) replanting of coconut and breadfruit trees. The eligibility criteria to access Project support for the root and tree crop related activities shall be defined in the PIM.

*Research and Innovation*

The Project shall finance focused crop production research through: (i) collection and evaluation of genetic materials; (ii) evaluation of materials in the outer islands; and (iii) dissemination and documentation of research findings.

*Nutrition Education*

The Project shall finance nutrition education and provide women in the Project Area with training on cooking and preserving foods to improve nutrition.

**Component 3 - Rainwater Harvesting for Increased Household Water Supplies**

The objective of this component is to provide secure access to a basic minimum quantity of clean drinking water by building rainwater harvesting structures, each with a consensus-based Water User Agreement for the maintenance of the structures, the use of the land that the structure occupies, and the allocation of the water amongst users. The eligibility criteria and selection of the rainwater harvesting projects to be financed under this component shall be defined in the PIM.

**Component 4 - Project Coordination and Management**

This component shall support the establishment and operation of a PCU. The PCU shall be hosted within MELAD and shall be responsible for the coordination and management of Project activities in accordance with the Annual Work Plan and Budget (AWPB). The PCU shall be guided by a Project Partnership Steering Committee (PPSC).

**II. Implementation Arrangements****A. Organization and Management****1. Lead Project Implementing Agency and Executing Agency**

1.1. The Lead Project Implementing Agency shall be the Ministry of Environment, Lands and Agricultural Development (MELAD) who shall have the overall responsibility for the execution of the Project.

1.2. The Ministry of Finance and Economic Development (MFED) shall be the Executing Agency responsible for the overall financial and coordination oversight of the Project.

**2. Project Partnership Steering Committee (PPSC)**

2.1. *Establishment.* A PPSC shall be established by MELAD to provide guidance and support to the PCU as well as a forum for the various implementing partners to discuss implementation issues with the PCU.

2.2. *Composition.* Membership of the PPSC shall include a representative each from MELAD, MFED, Ministry of Public Works and Utilities (MPWU). Additional members include a representative of the Office of Te Beretitenti, Ministry of Internal Affairs, Ministry of Health and Medical Services, Ministry of Education, Ministry of Foreign Affairs and Immigration, Ministry of Commerce, Industry and Cooperatives, the Office of the Attorney-General and FSPK or the selected service provider.

2.3. *Responsibilities.* The responsibilities of the PPSC shall be defined in the PIM and shall include:

- (i) the review and approval of the AWPB;
- (ii) general oversight over the implementation of Project activities;
- (iii) the promotion of cooperation and coordination amongst international, regional, national and local development implementing partners;
- (iv) the identification of policy issues for attention by Government;
- (v) vigilance over full transparency and accountability in Project management; and
- (vi) review and approve the PIM including any amendment thereof.

### 3. **Project Coordination Unit (PCU)**

3.1. *Establishment.* A PCU shall be established by MELAD and shall be located within its headquarters.

3.2. *Composition.* The PCU shall be headed by a Coordinator selected amongst senior MELAD officials and appointed by MELAD. Key PCU Project staff include a Financial Management Officer, a Procurement Officer, a Monitoring and Evaluation (M&E) Specialist and a Knowledge Management and Communication Officer. The Financial Management Officer and the Procurement Officer shall be located in the KFSU. The Coordinator shall have the authority to sign contracts and other agreements. Qualified staff shall be selected according to the Recipient's applicable procedures acceptable to the Fund. Termination of the contract of the Project Coordinator and his/her replacement shall be subject to the Fund's no-objection.

3.3. *Responsibilities.* The PCU shall manage and coordinate the day to day implementation of the Project. The responsibilities of the PCU shall include:

- (i) the establishment of a PPSC and finalisation of its terms of reference;
- (ii) the conclusion of written agreements with MFED for the provision of procurement and financial management services through the KFSU;
- (iii) the consolidation of the overall Project AWPB based on agreed inputs from the implementing agencies;
- (iv) the submission for review and approval of annual AWPBs to the PPSC;
- (v) monitoring and evaluation of physical outcomes and impact;
- (vi) support the communication with stakeholders, implementing agencies and beneficiaries of goals, objectives, knowledge and practical information required to implement agreed work plans;
- (vii) conduct of baseline survey; and
- (viii) act as secretariat to the PPSC.

### 4. **Kiribati Fiduciary Services Unit (KFSU)**

4.1. *Establishment.* The KFSU is established and staffed by the MFED. Amongst its responsibilities, the KFSU shall carry out the financial management and procurement of the Project. The KFSU shall be located within MFED and shall report to the Secretary of Finance and Economic Development of MFED and provide regular financial reports to the PCU.

4.2. *Project staff.* The Project shall support the appointment of two additional staff, the Financial Management Officer and the Procurement Officer of the PCU, which shall be primarily assigned to Project-related functions. Termination of the contract of the Financial Management Officer and/or the Procurement Officer and their replacement(s) shall be subject to the Fund's no-objection.

4.3. *Responsibilities.* The KFSU shall be responsible for all Project financial management, reporting and monitoring of financial progress and its responsibilities shall include: (i) preparing and submitting withdrawal applications; (ii) preparing monthly, quarterly and annual financial progress reports to inform the PCU and the Fund; and (iii) the carrying out of the procurement of works, goods and services in collaboration with MELAD.

## **B. Implementation of Components**

### **1. Component 1 - Community Planning and Action**

1.1. Component 1 shall be implemented by a service provider such as FSPK, under the supervision of the PCU. The PCU shall enter into a service contract with FSPK or the service provider which shall detail the activities to be carried out, the delivery schedule and expected results and the costs. In addition, the contract shall include that:

- (a) FSPK or the service provider declares its commitment to the goals and purposes of the Project as stated in Schedule 1 and, in furtherance of such goals and purposes, it shall undertake to carry out activities under Component 1 in accordance with this Agreement;
- (b) the Recipient, through FSPK or the service provider, shall transfer Project resources in accordance with the AWPBs and terms of the FSPK contract;
- (c) FSPK or the service provider shall select one Island Facilitator for each participating island of the Project Area and Community Field Officers in consultation with the Island Councils; and
- (d) FSPK or the service provider shall recruit a full time Component Manager to be assisted by a finance and administration officer and engage a training specialist and a gender and youth specialist.

1.2. The PCU, through the Lead Project Implementing Agency, shall submit a draft of the contract to the Fund for no-objection.

### **2. Component 2 - Improved Household Food and Nutrition**

2.1. Activities under this component shall be implemented by the Agriculture and Livestock Department (ALD) of MELAD. Individual activities, such as the access to fruit and vegetable seeds, planting material, gardening tools and equipment shall be implemented by the MELAD Island Agricultural Assistants based on prepared community and household plans. The service provider selected for the implementation of the activities under Component 1, working together with the Ministry of Health, Ministry of Education, and ALD staff, shall coordinate the preparation and planning of nutrition education activities.

2.2. *School Agreements.* The PCU shall conclude working agreements with the secondary schools present on the island for the collaboration in the establishment of commercial nurseries at the schools and for the use of school kitchens for selected cooking and food preservation training activities. The School Agreement may, amongst other things, foresee the hiring of a service provider to undertake the training and overall management of the established nursery. In such cases, the service providers shall be procured in accordance with procurement procedures acceptable to the Fund.

### 3. **Component 3** - Rainwater Harvesting for Increased Household Water Supplies

3.1. *Memorandum of Understanding (MoU - MPWU and PCU)*. The Water Engineering Unit of MPWU shall implement the activities under this component. Community infrastructure investments proposals under Component 3 shall be selected by MPWU in accordance with the criteria and modalities described in the PIM. The PCU shall provide a no-objection to the list of selected water harvesting structures. Any modification to the list shall be submitted to the PCU for no-objection. MPWU and the PCU shall enter into a MoU to define the roles and responsibilities of the MPWU which shall include the recruitment of a manager who shall carry out the following responsibilities:

- (i) preparation of procurement documents for the installation of the structures;
- (ii) supervision of the installation of water harvesting structures in accordance with MPWU standards and approaches; and
- (iii) coordination of the support from the MPWU Island Water Technicians (IWTs) currently stationed in the Project Area.

3.2. The PCU, through the Lead Project Implementing Agency, shall submit a draft of the MoU to the Fund for no-objection.

3.3. Under overall supervision from MPWU, the IWT shall work with Community Field Officers to prepare an inventory of existing community water assets and sources and their current status (reliability, salinity, contamination).

3.4. *Water User Agreement*. A Water User Agreement shall be signed between all users of an established Water Users Group to cover user rights and responsibilities with respect to the construction, operations and maintenance of the catchment structure. The Water User Agreement shall include provisions for water levies and collection arrangements. The person with land use rights over the land where the rainwater harvesting structure is located shall be party to the Water User Agreement. Copies of every signed Water User Agreement shall be provided for information to the relevant Island Council and community authorities.

#### **C. Project Implementation Manual (PIM)**

1. *Preparation*. The PCU shall prepare a draft PIM which shall include, among other things:

- (a) terms of reference and implementation responsibilities of Project staff, consultants and other service providers and implementing agencies;
- (b) criteria for the selection of Island Facilitators and Community Field Officers;
- (c) criteria for the performance appraisal of the Project professional staff;
- (d) selection and eligibility criteria for the proposed rainwater harvesting structures;
- (e) selection and eligibility criteria for the implementation of home garden, household poultry and root and tree crop activities under Component 2;
- (f) Project operational procedures, including participatory planning, implementation and monitoring procedures;
- (g) Project financial and procurement procedures adopted by KFSU for the administration of the Project;
- (h) a model template of a Water User Agreement and of a School Agreement; and
- (i) M&E system and procedures including the Results and Impact Management System (RIMS).

1.1. *Approval and Adoption*. The Lead Project Implementing Agency, shall forward the draft PIM to the Fund for comments and approval. The Lead Project Implementing Agency shall adopt the PIM, substantially in the form approved by the Fund, and the Lead Project Implementing Agency shall promptly provide copies thereof to the Fund. If the Fund does not comment on the draft PIM within thirty (30) days after receipt, it shall be deemed approved.

## Schedule 2

### Allocation Table

1. *Allocation of Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Grant and the allocation of the amounts of the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	percentage of Eligible Expenditures to be financed
Goods Services and Inputs	160 000	100% net of taxes and contributions from co-financiers
Works	650 000	100% net of taxes
Consultancies	70 000	100% net of taxes
Training	100 000	100% net of taxes and contributions from co-financiers
Salaries and Allowances	680 000	100% net of contribution of Government and contributions from co-financiers
Operating Costs	80 000	100% net of taxes
Unallocated	200 000	
<b>Total</b>	<b>1 940 000</b>	

(b) The terms for the categories used in the Table above are defined as follows:

“Goods, Services and Inputs” under Category I means eligible expenditures to finance activities under Component 1, Component 2 (“production support” and “nutrition education” activities), Component 3 and Component 4, including expenditures for vehicles, equipment and material.

“Works” under Category II means eligible expenditures to finance activities under Component 3;

“Consultancies” under Category III means eligible expenditures to finance activities under Component 4;

“Training” under Category IV means eligible expenditures to finance activities under Component 1, Component 2 (“nutrition education”) and Component 3;

“Salaries and Allowances” under Category V means eligible expenditures to finance the salaries and allowances of PCU staff, salaries and allowances for Community Field Officers and Island Facilitators under Component 1 and key staff salaries under Component 3.

“Operating Costs” under Category VI means eligible expenditures to finance office maintenance related costs under Component 1 and Component 4.

**Schedule 3***Special Covenants*

1. In addition to the financial reporting and information provisions set forth in Article IX of the General Conditions, the Recipient, through the PCU, undertakes to submit to the Fund quarterly unaudited financial reports prepared by KFSU within one month of the end of each calendar quarter.
2. MELAD shall ensure that Project funds are channelled to the KFSU for the financing of the Financial Management Officer and Procurement Officer in accordance with the terms of the present Agreement.
3. The Recipient shall ensure that MELAD, MFED, MPWU, Ministry of Internal Affairs, Ministry of Health and Medical Services, Ministry of Education, Ministry of Foreign Affairs and Immigration, Ministry of Commerce, Industry and Cooperatives, Office of the Attorney-General, Office of Te Beretitenti, collaborate in carrying out the Project with due diligence, efficiency and in conformity with the provisions of this Agreement.

## Logical framework

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
<b>Goal:</b>			
People living in outer island communities have healthy sustainable livelihoods	<ul style="list-style-type: none"> <li>• HHS with improved food security</li> <li>• Improved child health and nutrition status</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• RIMS Impact Surveys and Household Dietary Diversity Index survey at baseline &amp; completion</li> <li>• Community facilitator HH food output records</li> <li>• Annual Project Reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• No major decline in international food prices</li> <li>• Communities, farmers and home gardeners willing to participate in community led water and agriculture development</li> <li>• MELAD staff willing to actively participate in community led agriculture development</li> </ul>
<b>Project Development Objective:</b> outer island communities are able to successfully plan and implement investments that result in better nutrition and access to clean water			
<b>Component One – Community Planning and Action</b>			
Outcome 1: Communities know how to plan and prioritise activities in a participatory and inclusive way	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 43 communities have made plans that address their specific needs on food and water, explicitly incorporating inputs from all community members, including women and youth</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• AWPBs</li> <li>• Monthly NGO (FSPK) reports</li> <li>• Participatory survey of operational effectiveness of community groups (FSPK)</li> <li>• Community plans</li> <li>• CFOs' and ICs' records</li> <li>• FSPK Quarterly and Annual Reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Island Councils and community leaders willing to support plan preparation.</li> <li>• Communities prepared to participate in planning and in-kind and or cash contributions to relevant activities</li> <li>• NGO, CFOs and other in-field implementers committed and capable to facilitate the planning process</li> </ul>
<b>Outputs:</b>			
1.1 Community and household development plans prepared and implemented	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 43 communities and 899 households have written plans No. of sub-committees for community planning operational and disaggregated by gender and age</li> <li>▪ No. of community members and CFOs trained, disaggregated by age and gender</li> </ul>		
<b>Component Two – Household Food and Nutrition</b>			

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
<p><b>Outcome 2:</b> Households in the OIs are growing and eating more nutritious local foods</p> <p><b>Outputs:</b></p> <p>2.1 Increased total output of local fruits, vegetables, root crops and poultry</p> <p>2.2 Diets with a high proportion of calories and nutrients from locally-produced foods</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• At least 889 HHs engage in home gardening activities</li> <li>• At least 889 HHs engage in poultry and egg production</li> <li>• At least 899 household engage in tree crop re-planting</li> <li>• At least 889 women increasing cash income from home grown food</li> <li>• 6 nurseries established and meeting output targets</li> <li>• At least 889 HHs with reduced expenditure on imported foods (assuming that 40% of the hhlds take up at least one ag. or poultry activity</li> <li>• At least 899 HHs improving nutritious intake</li> <li>• At least 4 Ag. Assistants in OIs trained and delivering useful service to producer groups</li> <li>• Farmers, home gardeners &amp; poultry producers trained as planned</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Household Dietary Diversity Survey to be implemented to track Diversity Index as indicator of consumption of more nutritious food</li> <li>• Annual participatory survey of operational effectiveness of household food groups (FSPK)</li> <li>• FSPK Quarterly and Annual Reports</li> <li>• Monthly Project Officers reports</li> <li>• Annual case studies of OIWFP beneficiary HHs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consistent relations with other donor funders</li> <li>• Farmers &amp; home gardeners willing to engage in OIWFP activities</li> <li>• Farmers &amp; home gardeners willing to move towards some level of “user pays”</li> <li>• HH members willing to change eating habits from reliance on imports</li> <li>• Women willing to change cooking habits from convenience focus to nutritional value.</li> </ul>
<p><b>Component Three – Rainwater Harvesting</b></p>			
<p><b>Outcome 3:</b> Households have secure access to a basic minimum quantity of clean drinking water</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 90% reduction in reported cases of diarrhoea and dysentery in the targeted HHS</li> <li>• Improved access to clean water for 75% of HHs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Operational audits of community water infrastructure</li> <li>• VWT and IWT records</li> <li>• MOW reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Households able to cooperate to share water assets and water allocations</li> </ul>